



Et maintenant, Rafael Correa dans la mire de la droite.



Par Maria Josefina Arce

Après les ex présidents du Brésil, Dilma Rousseff et Luiz Inacio Da Silva et Cristina Fernandez, de l'Argentine, maintenant c'est l'ex président équatorien, Rafael Correa qui est dans la mire de la droite. Ces quatre ex-présidents à la tête de gouvernements progressistes ont été visés par de fortes campagnes médiatiques. L'appareillage est sinistre mais le but est simple: Les couvrir de discrédit pour tenter d'empêcher leur possible retour au pouvoir, car ils bénéficient tous de fortes cotes de popularité.

La stratégie ourdie a aussi de points communs. On tente de les présenter comme ces dirigeants qui ont conduit leur pays à une croissance économique et à des conquêtes sociales remarquables, comme des corrompus pourris.

Maintenant, Rafael Correa est accusé d'association de malfaiteurs et d'implication dans la tentative d'enlèvement échouée contre Fernando Balda, ancien élu équatorien, en 2012, à Bogota, en Colombie.

Fugitif de la justice équatorienne qui l'avait condamné à deux ans de prison pour injures, Balda se trouvait dans la capitale colombienne.

Alors que Rafael Correa a fixé sa résidence en Belgique, il devait se présenter tous les quinze jours devant la Cour nationale de Justice, une mesure préventive qui est entrée en vigueur lundi.



Au lieu de se rendre à Quito, l'ex-président équatorien a opté pour se présenter au consulat de l'Équateur à Bruxelles. Ses accusateurs ont crié à la violation de la loi.

Pourtant, maître Ramiro Garcia, président du Collège des Avocats de Pichincha, a belle et bien considéré comme suffisant le fait que Rafael Correa se soit pointé au consulat de l'Équateur en Belgique pour observer l'accomplissement de la mesure préventive dictée par une juge équatorienne.

« Dans le cadre des critères de rationalité, il n'a aucun sens de demander à quelqu'un de parcourir la moitié du monde pour se présenter cinq minutes devant la Cour de justice, alors qu'il y a une délégation consulaire là-bas » a souligné le magistrat de grande renommée en Équateur, cité par le journal équatorien El Telégrafo.

Malgré l'attitude de collaboration de Rafael Correa qui a d'ailleurs nié à tout moment sa participation à la tentative d'enlèvement de Balda, le Parquet équatorien vient de dicter un mandat d'arrêt préventif à l'encontre de l'ex-président.

Rafael Correa qui a présidé le gouvernement équatorien entre 2007 et 2017, a réitéré à maintes reprises que les accusations portées contre lui et contre d'autres membres de son administration rentrent dans le cadre d'un plan de persécution politique qui cherche à éliminer ses capacités légales.

Ce n'est pas la première fois qu'il fait l'objet d'un harcèlement judiciaire. On a tenté de l'impliquer dans le scandale PETROCHINE, une affaire qui aurait porté préjudice à l'État pour 2 milliards 200 millions de dollars, suite à la vente anticipée de pétrole à la Chine sous son mandat.

La Cour des comptes de l'Équateur a d'autre part assuré le 9 avril dernier, qu'elle aurait trouvé « des indices de responsabilité pénale de l'ex-président dans la gestion de la dette publique.

Il n'est pas de doutes. Contre Correa on répète le scénario utilisé en Amérique Latine contre des ex-gouvernants intéressés au sort des peuples. C'est pourquoi, de nombreux Équatoriens défenseurs de la Révolution citoyenne qu'a conduite pour 10 ans Rafael Correa, sont descendus ce jeudi dans la rue à Quito pour exprimer leur soutien à l'ex-président.

Ils ont rappelé à l'opinion publique que c'est le gouvernement qui a récupéré la souveraineté du pays andin en fermant la base de Manta. Un chapitre qui a mis fin à la présence militaire nord-américaine. A Bon entendeur !